



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**CHS
Novillars**

11 mars 2024

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires

152 milliards d'euros : voilà les bénéficiaires net qu'ont cumulé les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour. Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025...

En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce

gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Élior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

La journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réductions budgétaires.

Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

Dans 15 jours, collecte pour le bulletin

Dans 15 jours, les militants du NPA solliciteront votre soutien financier. Le bulletin NPA dénonce tous les quinze jours les méfaits petits et grands résultant de la politique du gouvernement contre les services publics. Il défend des perspectives communistes et révolutionnaires.

Si vous l'appréciez, donnez à la collecte !

Soyons nombreux le 12 mars !

La MAS accueille des patients qui nécessitent des soins importants. Ces structures médico-sociales ont été créées pour diminuer le nombre de soignants, car le prorata soignant/patient est inférieur dans le sanitaire par rapport au médical. Une situation insupportable. Alors soyons nombreux à leur apporter notre soutien en allant à l'assemblée générale le 12 mars à 14 heures.

Encore un effort

Depuis des années, l'encadrement ne donne les plannings que 15 jours avant le début du mois. Pourquoi, mystère, car avant on les avait bien avant, et ça n'empêchait pas le CHN de fonctionner. Alors quand il faut s'organiser pour ses rendez-vous ou savoir si on aura les vacances demandées... c'est une vraie galère. Pour améliorer l'attractivité de l'hôpital, la direction a donc promis que nous aurions désormais notre planning trois mois à l'avance. Comme quoi quand on veut on peut, mais attendons que la promesse passe au stade de la réalisation !

On se sent soutenu !

Au Colombier, nous travaillons souvent seuls sur des tranches horaires allant de quatre à huit heures. Il y a semaine, un patient en rupture de soin s'est introduit dans le foyer et a effrayé une collègue et les autres patients. Nous avons donc fait un courrier à la direction pour demander à ce que le lieu soit sécurisé. La direction n'a pas jugé bon d'accuser réception. Il y a bien les services techniques qui passent, mais ils ne jugent pas opportun de nous donner des nouvelles... Bref pour le dialogue, on repassera.

Bon vent

Les médecins et l'encadrement ont été prévenus que le directeur général partait dans un mois. Cela ne va pas changer grand-chose. Ce sont des gestionnaires qui montent des GHT sans même connaître ni s'intéresser aux établissements qu'ils gèrent. Le prochain devrait arriver à l'automne. Il y a 20 ans, il y avait un directeur maintenant ils sont au moins cinq et cela n'a pas empêché la dégradation du service public, bien au

contraire. Alors qui va faire l'intérim ? Peut-être vont-ils tirer à la courte paille...

Trois balles et un mars

La direction s'est aperçue il y a quelques mois que les étudiants en médecine n'avaient pas le droit de donner des traitements, ce qui se fait pourtant dans les deux foyers post-cure du CHN. Pour pallier cette situation, nous allons devoir travailler jusqu'à 22 heures. Mais comme cela ne suffira pas, l'encadrement envisage d'utiliser un 20 % en moins sur le Colombier pour payer des astreintes infirmières sur les deux foyers. 200 euros divisés par 60 nuits cela fait... 3 euros par nuit d'astreinte. Pas sûr qu'il y ait des volontaires à ce prix-là !

Loin du cœur...

À entendre la direction, celle-ci ferait de gros efforts pour fidéliser les infirmiers. Elle a même accepté de les stagiairiser au bout de trois mois. Quant aux autres agents, ils peuvent toujours attendre. La direction doit penser que les autres catégories de personnel ne sont pas indispensables...

Remiremont dans la rue en défense de l'hôpital

Au moins 1000 personnes ont manifesté samedi 9 février dans la petite ville de Remiremont dans les Vosges. En effet, cela fait maintenant plus de 60 jours que les urgences de nuit sont fermées et qu'il n'y a plus que quatre médecins urgentistes. Environ un tiers des habitants du département se retrouvent sans prise en charge médicale de nuit. La population craint la fermeture définitive. Dans la manifestation, une banderole déclarait : « Des milliards pour la guerre, des clopinettes pour la santé ». Il est grand-temps d'imposer l'inverse !

Les bas-de-plafond de l'Action française en action

Le jour même de la cérémonie inscrivant la liberté d'accès à l'IVG dans la Constitution, l'Action française, mouvement royaliste, a vandalisé à La Roche-sur-Yon la statue de Simone Veil qui fit adopter en janvier 1975 la loi dépénalisant l'avortement. Dans une vidéo revendiquant cette action, on peut voir une petite dizaine de personnes filmées de dos en train de déposer au pied de la statue des poupées de bébé aspergées de faux sang puis de teindre en rouge l'eau de la fontaine que la statue surplombe. Si cet acte de vandalisme imbécile ne peut que révolter, il est cependant réconfortant de constater que l'extrême droite est incapable de mobiliser plus qu'une poignée de crétins pour s'en prendre symboliquement aux droits des femmes.

